

*Mission Permanente de la
République Centrafricaine
Auprès des Nations Unies*



*Permanent Mission of the
Central African Republic
to the United Nations*

Mr. le Président, je voudrais joindre ma voix à celles de ceux qui m'ont précédés pour vous adresser mes chaleureuses félicitations pour votre élection à la présidence de la Sixième Commission ainsi qu'aux membres de votre équipe ; soyez rassurés de notre soutien tout au long de cette session. Ma délégation souscrit aux déclarations faites respectivement par l'Iran au nom du mouvement des non alignés et le Cameroun au nom du Groupe Africain.

Mr. le Président,

Le terrorisme et l'extrémisme violent constituent une menace pour la paix et la stabilité des nations, grandes ou petites, puissantes ou non par sa brutalité, ses moyens d'exécution et l'étendue des dommages qu'ils causent. Etant donné que le terrorisme est un phénomène qui ne connaît ni de frontière, ni de nationalité, ni de culture ni de tranche d'âge, il viole de ce fait le droit international en général et le droit international humanitaire en particulier.

Ma délégation condamne le terrorisme dans tous ses aspects et manifestations quels qu'en soient les auteurs, et appelle à la mise en place d'une convention globale sous l'égide des Nations Unies visant à lutter contre ce fléau mondial qui ne peut être assimilé à aucune religion ni aucune civilisation. L'éradication du terrorisme ne pourrait être possible que grâce à une coopération étroite et la mobilisation de tous les acteurs de la communauté internationale.

Mr. le Président, qu'il me soit permis d'affirmer ici que si mon pays la République Centrafricaine n'est pas directement touché par le terrorisme, il traverse une situation analogue depuis le 24 Mars 2013, suite à un coup d'Etat qui avait été perpétré par des rebelles de la séléka composée majoritairement de mercenaires et combattants étrangers. Malgré le retour à la légalité constitutionnelle ayant permis l'élection à la Magistrature suprême de Son Excellence Mr. **Faustin Archange TOUADERA**, et en dépit de plusieurs accords de paix conclus dont le dernier en date est celui du 06 Février 2019, dénommé « Accord de Khartoum » les groupes armés sont demeurés actifs sur

*Mission Permanente de la
République Centrafricaine
Auprès des Nations Unies*



*Permanent Mission of the
Central African Republic
to the United Nations*

une bonne partie du territoire commettant au quotidien des violations des droits de l'homme et du droit international humanitaire sur les paisibles populations.

Mr. le Président, le délitement des forces armées Centrafricaines (FACA), soumises à un embargo chronique indéfiniment renouvelable met quelque peu le Gouvernement en difficulté de faire face à ses obligations régaliennes et restaurer l'autorité de l'Etat sur l'ensemble du territoire, ce qui donnent des ailes aux groupes armés qui se livrent à l'exploitation éhontée et anarchique des ressources naturelles aux fins de s'approvisionner en armes par des circuits mafieux et illicites. La moisson de cette guerre absurde, ce sont des milliers de morts, des milliers de déplacés vivant dans des conditions inhumaines, des milliers de réfugiés ; la situation humanitaire est déplorable.

Néanmoins, le Gouvernement dans ses efforts de reconstruction de l'armée est à pieds d'œuvre pour la remise en scelle des forces armées Centrafricaine (FACA), et des forces de défense et de sécurité intérieure (police, gendarmerie), avec l'appui des divers partenaires du pays dont la Russie, la France, l'Union Européenne et la MINUSCA. Je voudrais aussi profiter de cette tribune pour plaider en faveur de la levée totale de l'embargo sur les armes vers mon pays la République Centrafricaine.

Pour conclure Mr. le Président, mon pays soutient tous les efforts de la Communauté Internationale tendant à la lutte antiterroriste conformément à ses engagements internationaux

Je vous remercie.